

*Lorsqu'on entend parler de puissances économiques émergentes, les noms qui reviennent régulièrement sont ceux du groupe communément appelé BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Or, un nom risque de s'ajouter –et s'imposer davantage- dans cette liste : il s'agit de la Turquie.*



Par Khalid Adnane

Économiste, École de politique appliquée/Département d'histoire, Université de

**E**n effet, ce pays fait de plus en plus les manchettes, non seulement pour ses attraits touristiques, mais bel et bien pour ses prouesses et succès économiques. Il faut dire qu'en une dizaine d'années à peine, la Turquie est passée d'une économie très marginale et peu compétitive à celle d'une puissance en émergence, la quinzième au niveau mondial. C'est tout juste derrière le Canada et bien en avant de pays comme l'Afrique du Sud, la Norvège, les Pays-Bas, etc. Ce bond extraordinaire, pour ne pas dire ce miracle économique, lui a d'ailleurs valu le titre emblématique de « Tigre économique » à l'image des tigres asiatiques, comme la Malaisie ou l'Indonésie. À tel point que le réputé magazine britannique « The Economist » l'a surnommée dans une livraison parue en 2010, « la Chine de l'Europe ».

#### Des années difficiles et des réformes décisives!

Pourtant, l'entrée dans le nouveau millénaire était loin de laisser entrevoir un tel scénario. En 2000-2001, le pays, qui était déjà sous la tutelle du Fonds monétaire international (FMI), entre dans une profonde crise financière et économique. Le système bancaire est au bord de la faillite, l'inflation et les taux d'intérêt s'envolent à presque 60%, la monnaie turque, la livre, perd plus du tiers de sa valeur et le PIB plonge de plus de 6%. Le FMI doit à nou-

veau intervenir pour soutenir la Turquie dans cette crise en lui accordant une tranche totale d'environ 11 milliards de dollars avec la condition que cette dernière s'engage à poursuivre, voire renforcer, son programme de restructuration économique.

Deux acteurs clés vont piloter ce programme de réformes. Le premier est le ministre des Finances de l'époque, Kemal Dervis. Il lancera un vaste plan de mesures visant, entre autres, à recapitaliser les banques turques et à contenir la spirale inflationniste, à privatiser certaines sociétés publiques comme Turk Telekom, à moderniser la fonction publique et à relancer les exportations. Le deuxième acteur est le premier ministre (PM) Recep Tayyip Erdogan, chef du Parti pour la justice et le développement, l'AKP. Son arrivée au pouvoir en 2003 avait suscité quelques craintes à cause des orientations religieuses de son parti (l'AKP est un parti islamiste modéré). Mais, il n'a pas tardé à rassurer les observateurs, européens en particulier, en clamant son attachement à la laïcité et à la séparation entre la religion et l'État. D'ailleurs, en termes de philosophie, il n'hésite pas à comparer son parti aux partis chrétiens-démocrates européens. En plus de donner une pérennité aux réformes initiées par Dervis, le PM Erdogan va faire du développement économique de la Turquie son principal leitmotiv, notamment pour une adhésion potentielle à l'Union européenne (UE), laquelle serait un élément catalyseur de cette quête. Tout compte fait, le pilier le plus important

dont il va doter son pays, c'est une stabilité politique et économique qui lui faisait cruellement défaut depuis plusieurs années.

#### Des indicateurs éloquentes, mais...

D'ailleurs, plusieurs compagnies étrangères se sont installées en Turquie depuis 2003, dans plusieurs secteurs manufacturiers, notamment dans la construction automobile (Volkswagen, Fiat, Hyundai, Renault, etc.). Les capitaux étrangers reviennent au pays aussi, ce qui témoigne de ce regain de confiance des investisseurs et de leur engouement et appétit pour le marché turc (un marché non négligeable de presque 80 millions d'individus). Le chômage recule passablement et l'inflation se maintient sous la barre des 10%. Le PIB, quant à lui, enregistre des taux de croissance fulgurants : 8,9% en 2010, 7% pour 2011 et un « modeste » 3,5% prévu pour 2012 (comparé à 2%, 1,6 et 0,6 pour l'UE). Dans cette foulée, le revenu par habitant a presque doublé, passant de 8789 \$ en 2003 à 15320 \$ en 2010. Enfin, le niveau d'endettement du gouvernement si situé à 47% du PIB, un niveau qui ferait l'envie de presque n'importe quel pays européen. (Les chiffres proviennent de l'OCDE, du FMI et d'EUROSTAT).

Cependant, malgré ce beau parcours, il reste beaucoup d'étapes à franchir pour la Turquie. Celle-ci reste aux prises avec des problèmes cruciaux qu'elle doit résoudre si elle espère accéder un jour au stade de maturité économique que d'au-

tres puissances émergentes, comme le Brésil, ont réussi à atteindre. En effet, plusieurs ombres sur ce beau tableau demeurent : le spectre de l'inflation, l'instabilité de la valeur de la livre, le déséquilibre chronique de la balance commerciale et du compte courant (10% du PIB) et enfin, la dépendance face aux capitaux étrangers. Mais qu'à cela ne tienne, ces grisailles ne semblent pas perturber la population turque et ses dirigeants, qui prennent le temps de savourer l'extraordinaire parcours que leur pays a réalisé. Ils doivent certainement le considérer comme la plus belle revanche face à l'UE qui hésite depuis des années à accepter leur demande d'adhésion.

#### L'adhésion à l'UE : encore pertinente ?

Les Turcs doivent, en effet, se poser de sérieuses questions sur ce projet d'adhésion, particulièrement lorsqu'ils regardent la situation dramatique dans laquelle se trouve leur voisin immédiat, la Grèce, tout comme l'Espagne ou le Portugal et par extension l'ensemble de l'Europe.

En ce sens, il n'est pas étonnant que les dernières enquêtes d'opinion montrent que l'appui à une intégration européenne est en net recul : moins de la moitié des Turcs appuient maintenant une entrée dans l'UE comparativement à 75% en 2004 et 30% seulement d'entre eux pensent que ce projet se concrétisera un jour. Quant au PM Erdogan, qui s'est battu avec énergie depuis son arrivée au pouvoir pour cette adhésion, il continue d'y croire, mais pas pour les mêmes raisons qu'en 2003. Il n'a d'ailleurs pas manqué l'occasion de le rappeler à quiconque voulait l'entendre - notamment aux médias européens - lors de sa campagne électorale de juin dernier : l'Europe a plus besoin [aujourd'hui] de la Turquie que la Turquie a besoin de l'Europe.

**Tout compte fait, le jeune « tigre économique » turc vient de réaliser qu'il a des griffes!**